

31 JULY 2017 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION CONJOINTE D'EMMANUEL MACRON ET STEFAN LÖFVEN, PREMIER MINISTRE DE SUÈDE

[Télécharger le .pdf](#)

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI.

Mesdames et Messieurs,

Je voulais avant tout me réjouir d'accueillir aujourd'hui le Premier ministre suédois à Paris : cher Stefan, bienvenue. Merci d'être ici à l'Élysée. Et au-delà des échanges que nous pouvons avoir au Conseil européen, je pense que c'était important d'avoir l'opportunité aujourd'hui de passer en revue l'ensemble des sujets d'intérêt commun.

La Suède a su faire évoluer son modèle social sans jamais le trahir, en conciliant un modèle de compétitivité dont les chiffres aujourd'hui témoignent à eux seuls et une vraie exigence de justice sociale. Ce « en même temps » n'est pas pour me déplaire et j'ai toujours considéré qu'il y avait dans ce que certains ont pu appeler le modèle suédois une véritable source d'inspiration à plusieurs égards.

Nous avons pu échanger sur nos agendas nationaux respectifs durant l'heure passée. J'ai pu expliquer au Premier ministre suédois quelles étaient les réformes que la France était en train de conduire et notre volonté est de renforcer un agenda commun, en particulier en matière d'innovation et de lutte contre le réchauffement climatique.

Plusieurs initiatives ont été d'ores et déjà prévues mais notre souhait d'ici la fin de l'année est de pouvoir signer une feuille de route commune avec des actions concrètes dans le cadre d'un partenariat pour l'innovation entre nos deux pays, et particulièrement d'avoir des actions conjointes sur le plan des engagements publics et privés en matière de lutte contre le réchauffement climatique. C'est ce que je viendrai signer avec vous, cher Stefan, d'ici la fin de l'année.

Je me suis réjoui de voir que sur les sujets climatiques, nous avons une vue conjointe et au-delà de ces projets communs, notre souhait est bien de mener ensemble ce combat dans le cadre de l'agenda européen, dans nos agendas nationaux mais aussi sur le plan international et je me réjouis que le 12 décembre prochain, nous puissions œuvrer ensemble sur la transformation de nos modèles productifs, la capacité à financer ces transformations pour un sommet des deux ans d'anniversaire de l'Accord de Paris.

Ensuite, nos deux pays œuvrent également sur les théâtres internationaux pour défendre nos intérêts et - j'ai eu l'occasion de le dire - je remercie tout particulièrement la Suède d'être un partenaire aussi solide dans les crises ; je veux saluer l'implication au Mali dans la Minusma, le rôle également au Conseil de sécurité où nous travaillons parfaitement ensemble depuis le mois de janvier et pour encore un an et demi et je sais l'importance qu'ont ces sujets internationaux sur le plan des grands équilibres auxquels vous êtes attaché.

En Europe, nos équilibres stratégiques sont aussi conjoints et nous avons partagé nos agendas communs et j'ai pu exprimer les souhaits qui étaient les miens de réformes en profondeur. Je souhaite tout particulièrement que nous puissions avancer rapidement sur une réforme en profondeur de la directive sur les travailleurs détachés. Je crois que tout en respectant le rôle des négociations syndicales, en particulier au niveau des branches, auxquelles la Suède est légitimement très attachée, nous pouvons tout à fait aboutir à un consensus entre nos deux pays sur une réforme ambitieuse de la directive travailleurs détachés, tant nous sommes l'un et l'autre attachés à une Europe qui protège les travailleurs, qui à la fois est compétitive et préserve des exigences sur le plan social.

Cette Europe qui protège, dont nous avons parlé, c'est aussi une Europe de la défense, et je crois que

nous nous sommes réjouis l'un l'autre des avancées du dernier Conseil européen qui a permis, tant avec la création d'un fonds européen que d'une coopération structurée permanente, d'aller de l'avant sur ces sujets extrêmement importants.

L'Europe qui protège, c'est aussi celle qui sur le plan commercial est conséquente – et nous avons, lors du dernier Conseil européen, pu exprimer des vues communes en la matière. L'Europe qui protège, c'est aussi celle qui réforme son droit d'asile et sa capacité à réguler l'immigration et je veux le redire ici, j'ai eu l'occasion de le dire au Premier ministre à l'instant : la Suède a pris plus que sa part de responsabilité en accueillant en 2015 plus de 160.000 demandeurs d'asile et son appel à la solidarité européenne sur cette question est entendu, je veux le dire, ici à Paris, avec le souhait qui est le mien d'avoir, comme je l'ai expliqué la semaine dernière, une politique plus volontariste en la matière qui s'appuie à la fois sur une réforme en profondeur de la politique française d'accueil et d'organisation administrative, une réforme exigeante sur le plan européen en matière de politique d'asile et de contrôles aux frontières et une plus grande coopération européenne à l'égard des pays tiers sûrs et des pays d'origine pour réguler ces migrations de la manière la plus efficace. Et à ce titre, l'action commune que nous menons en particulier au Mali doit s'appuyer en permanence à la fois sur une politique de sécurité et de développement dont le parfait exemple a été à mes yeux donné par l'Alliance pour le Sahel.

Mais nous avons également une volonté, ensemble, d'avoir une politique plus ambitieuse pour l'Europe avec un agenda numérique que nous partagerons dès le sommet de Tallinn en septembre prochain et sur lequel notre partenariat pour l'innovation montre toute la cohérence de nos vues, avec la volonté d'aller vers une Europe plus forte en termes d'investissements. J'ai exprimé aussi ma vision des choses au Premier ministre en termes d'une Europe à plusieurs vitesses et d'une plus grande intégration et, sur ce point, je crois pouvoir dire que la philosophie que la France défend qui est une philosophie d'ambition mais également de porte ouverte à tous les membres qui souhaitent pouvoir avancer d'un commun accord, correspond à ce qui est important pour la Suède. La Suède a choisi sa voie européenne et il en est ainsi de nombre de nos États membres mais il est important que nous puissions aller vers plus d'ambition, vers plus d'intégration pour ceux qui le souhaitent, à condition que les critères de convergence soient clairement établis et que la porte soit constamment ouverte pour l'ensemble des pays membres, en fonction de leur souhait souverain, de leur volonté d'aller de l'avant. C'est cette philosophie que je souhaite pouvoir développer dans les mois et les années à venir.

Je suis donc à nouveau très reconnaissant au Premier ministre de sa visite aujourd'hui à Paris avant que nous puissions nous retrouver au sommet de Tallinn mais également au sommet social européen que la Suède accueillera à Göteborg le 17 novembre prochain parce que c'est justement cette Europe de la convergence sociale, fiscale, écologique que nous voulons construire ensemble et c'est pourquoi je serai présent au sommet de Göteborg et que je viendrai, au-delà de ce sommet, pour continuer à travailler avec le Premier ministre sur cet agenda commun que je viens rapidement de rappeler. Merci à vous cher Stefan.